



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 139 du 26 avril 2020

Au sommaire :

- **Le 11 mai, le déconfinement de la colère ! Mobilisons-nous pour contrôler nos conditions de travail et de production** - *Laurent Delage*
- **Le repli national est un piège ! Face au chaos de la mondialisation financière, la coopération des travailleurs vers une mondialisation socialiste** - *Daniel Minvielle*

Le 11 mai, le déconfinement de la colère ! Mobilisons-nous pour contrôler nos conditions de travail et de production

Macron a réussi à fixer un rendez-vous, le 11 mai, au mécontentement, à la colère et à la révolte qui couvent dans tout le pays, tant parmi celles et ceux qui sont en première ligne ou qui sont contraints d'aller au travail que parmi les confinés.

La reprise dans l'Education Nationale est devenue le point de fixation pour les familles comme pour les enseignants et les élèves. L'annonce surprise de Macron de la réouverture des écoles le 11 mai, à la façon des DRH et des patrons fixant leurs « objectifs », est une véritable mise au pied du mur des personnels de l'éducation, des transports, des services publics... Ceux-là même que Macron et Philippe n'arrêtent pas de « remercier ».

Face à ce mépris, un véritable tollé se répand parmi les enseignants et les parents d'élèves, devant l'absence de moyens sanitaires, le manque chronique de professeurs et de personnels pour encadrer les enfants, suite aux fermetures de classes et aux coupes budgétaires de ces dernières années. Macron a dû opérer un premier recul en annonçant sa rentrée « au volontariat » le 23 avril dernier. Il faut dire que le conseil scientifique dont il prétendait tirer ses décisions a fait savoir publiquement qu'il avait transmis son avis aux autorités le 20 avril. Or cet avis est clair et sans appel, même si au final le conseil a pris acte de la décision du gouvernement : « *En conséquence, le Conseil scientifique propose de maintenir les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités fermés jusqu'au mois de septembre* ».

Les enseignants ont raison, pas de masques, pas de tests, pas de travail !

Cette reprise sans préparation et au mépris de la santé collective poursuit le seul but que les parents repartent au

travail. Quant au fameux « plan » qui doit être présenté le 28 avril par Castex, ex-conseiller de Sarkozy, il promet bien des revirements au vu des déclarations contradictoires de Macron, Philippe ou Blanquer... à commencer par la question des transports publics où personne ne sait comment mettre en place les masques obligatoires, le gel pour les voyageurs, sans parler de la distanciation dans des transports déjà bondés habituellement.

Cela résume l'ampleur de l'incurie d'un pouvoir, d'un État qui, au-delà de la personnalité de Macron, se plie servilement aux intérêts étroits et égoïstes des classes dominantes, partage son mépris social, incapable de dépasser l'horizon borné de la propriété privée même quand la crise sanitaire frappe toute la population.

Deux mois après le début du confinement, il n'est même pas capable de mettre en place la production de masques ou de surblouses pour les soignants, ni même de faire face à la pénurie d'écouvillons pour les tests. Sans parler du scandale des respirateurs fabriqués par Air Liquide, PSA, Valeo et Schneider à grands renforts de déclarations : sur 10 000 produits, 8 500 sont inadaptés aux salles de réanimation !

A titre de comparaison, un pays comme l'Allemagne, où là aussi les patrons poussent à la reprise pour relancer les affaires au détriment de la santé de la population, a pu cependant lancer une politique massive de tests (820 000 par semaine contre 350 000 en France aujourd'hui) et d'augmentation du nombre de lits en soins intensifs.

Macron et ses ministres sont soumis à la bourgeoisie, aux intérêts privés, incapables de mettre en œuvre le début d'une politique sanitaire répondant aux besoins de la population.

Repartir au travail... quoi qu'il en coûte !

Un éditorialiste des *Echos* a résumé l'état d'esprit du patronat, fustigeant « *la préférence française pour le non-travail, que viennent justifier les chèques de l'Etat à 9 millions de salariés en chômage partiel pour qu'ils restent chez eux* » et dénonçant « *une société biberonnée depuis cinquante ans par l'hyper-maternalisme d'Etat et l'absolutiste principe de précaution* ».

Ces « *premiers de cordée* » portent la responsabilité de la situation par la dégradation de la santé, de l'éducation, des services publics indispensables à la collectivité. Ceux-là même qui réclament à corps et à cris leurs « *allègements de charges* » depuis des années en battant des records de dividendes !

Sans attendre, le patronat a commencé à redémarrer ses usines dans l'automobile, l'aéronautique, les secteurs non essentiels... si ce n'est à leurs profits. Qu'importent les risques courus par les salariés, tout est prévu par le ministère du travail qui a mis en place les « *protocoles de continuité d'activité* » pour exonérer les patrons de toute responsabilité en cas de maladie. Qu'importe aussi si les usines de Michelin, de Renault ou d'Airbus consomment du gel hydroalcoolique ou des masques FFP2, quand il en manque toujours pour l'ensemble du personnel de la santé, au point de recourir à des masques périmés !

Les pressions sont fortes, jusqu'au sein de l'inspection du travail, qui vient de suspendre un inspecteur de la Marne, militant CGT, pour avoir demandé la mise à disposition d'équipements de protection à une association d'aides à domicile. A la Caisse des Dépôts et Consignations, la direction vient de convoquer à un entretien préalable à sanction deux syndicalistes suite à la « fuite » à *Médiapart* du rapport sur la Santé commandé par Macron... Comme si le vrai scandale n'était pas le contenu même de ce rapport ! A Toulouse, des infirmiers ont été licenciés d'un Ehpad pour avoir dénoncé le manque de protections.

Partout, les patrons sont pressés de reprendre, mais pour vendre à qui ? Une note de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) évoque les savants calculs de certains d'entre eux, tablant sur l'épargne supplémentaire de 55 milliards accumulée durant le confinement par certains ménages, espérant que cette crise ne soit qu'une « parenthèse ». Mais la même note fait une première estimation de 460 000 chômeurs supplémentaires à ce stade du confinement, et poursuit : « *Le risque est grand de voir s'enclencher alors une spirale récessive dont les mécanismes sont très habituels : faillites et réduction de l'emploi conduiront à une réduction du revenu des ménages qui alimentera la réduction de l'activité* ». Cette politique de la reprise à tout prix est aussi irresponsable du point de vue de la santé publique, qu'absurde face à la récession qui s'avance.

Confinement et déconfinement, une même politique contre les travailleurs, les classes populaires

Pour justifier la réouverture des écoles, Macron a mis en avant les « *inégalités sociales* » creusées par la situation du confinement. Personne n'est dupe de ses phrases hypocrites, surtout lorsque le ministère annonce une diminution du nombre de postes d'enseignants à Créteil et Versailles, malgré un accroissement du nombre d'élèves.

C'est bien la politique du gouvernement et de ses prédécesseurs qui a provoqué cette situation, les suppressions de postes dans la santé, de lits d'hospitalisation, les privatisations, l'impréparation face à l'épidémie au point que seul le confinement pouvait empêcher l'écroulement généralisé des hôpitaux.

A défaut d'une réelle politique de santé, le gouvernement a déployé ses flics, bien plus nombreux dans les quartiers populaires que sur les bords de mer du Croisic ! La Seine-St Denis a concentré à elle seule 10 % des amendes, un véritable encouragement à la démagogie de certains maires comme Estrosi, décrétant des horaires de couvre-feu plus restrictifs dans les quartiers populaires de Nice ! C'est cette violence de classe qui a alimenté la colère des jeunes, suite à l'accident de moto provoqué par les policiers à Villeneuve-la-Garenne.

Le confinement accentue les inégalités sociales en dégradant profondément les conditions de vie au sein des quartiers populaires, en particulier parmi tous les précaires, déclarés ou non, couverts par aucun chômage partiel. Dans ces quartiers, la fermeture des écoles et donc des cantines est une catastrophe pour des familles entières qui se retrouvent privées de tout revenu. Le nombre des distributions de repas y a explosé.

La presse et le gouvernement s'auto-congratulent de lâcher une enveloppe de 39 millions d'€ pour l'aide alimentaire des plus pauvres... Une aumône, alors que le gouvernement parle de prêts garantis de 7 milliards à Air France et de 5 milliards à Renault !

La lutte de classe ne se laissera pas confiner

La colère grandit dans les quartiers, les hôpitaux, les usines, les écoles et la pommade que passent jour après jour Macron et Philippe pour remercier tous les « invisibles » ne fait que montrer leur profond mépris.

A l'image des syndicats enseignants, qui estiment que les conditions ne sont pas réunies pour la réouverture des écoles, les syndicats appellent à protéger la santé des travailleurs partout. La CGT met en avant le slogan « *pas de protection, pas de travail* ». Tout cela participe de la contestation du droit des patrons à faire ce qu'ils veulent, mais à condition d'en finir avec le sempiternel « *dialogue social* », de penser la lutte de classe telle qu'elle se déroule aujourd'hui.

Suite au confinement, les 120 plus grosses sociétés françaises à la Bourse devraient verser moitié moins de dividendes que l'année passée : une « perte » de 30 milliards d'euros pour les actionnaires qui comptent bien les récupérer sur le dos des travailleurs, par le temps de travail, les vols de congés ou de RTT, la pression sur les salaires,

etc. comme le tente aujourd'hui la direction de la FNAC par un chantage sur le paiement de 100 % des salaires.

C'est bien la question du contrôle direct des travailleurs sur la marche de la société qui est posée par la crise globale actuelle et qui ne trouvera aucune issue progressive pour la collectivité ni dans le dialogue social, ni dans les institutions.

Le 1^{er} mai et après, nous préparer à prendre en main le contrôle de la société

Malgré le confinement, des appels commencent à se multiplier pour le 1^{er} mai, lancés par les syndicats, les collectifs interpro. Sur les réseaux, voire en mode manifestation « confinée », la contestation se renforce, prépare la suite.

Dans les écoles, comme dans les entreprises, la question du contrôle de nos conditions de vie, de travail est posée. Les travailleurs ne sont pas de la chair à produire, tout juste bons à obéir, à la disposition d'une classe de possédants qui plonge la société dans la récession.

Face à la pandémie, nous devons décider collectivement de ce que nous produisons, de comment nous le faisons, en toute sécurité sanitaire, en tenant compte de ce qui est nécessaire à la collectivité ou non. C'est une question de droit démocratique, de droit de regard sur les protections, les conditions de travail mais aussi sur les comptes, privés des grandes entreprises et publics, de l'Etat.

La réquisition des trusts pharmaceutiques comme Sanofi, qui annonce une augmentation des dividendes pour la

26^{ème} année consécutive, est une question démocratique, tout comme celle des Ehpad, entre les mains de groupes comme Korian et Orpea qui pompent largement l'argent public.

Ce contrôle sur la marche de la société, des entreprises, est la condition indispensable aux mesures d'urgence nécessaires à l'ensemble de la classe ouvrière, comme l'interdiction des licenciements, l'arrêt des contrats précaires, les embauches massives dans les services publics.

De même, le droit de regard sur la finance et surtout le crédit devient indispensable dans un tel contexte de récession, en lien avec les exigences de l'annulation de la dette et de la mise en place d'un monopole public bancaire.

Les Echos de cette semaine font un constat lucide de la situation : « *Troubles sociaux, manifestations violentes, révoltes, voire révolution... Les risques d'effondrement de la société, mis sous le boisseau par les mesures de confinement adoptées dans la majorité des pays du monde, pourraient de nouveau faire irruption dans le paysage* », pour conclure par « *Le compte à rebours a commencé* ». La crise globale du capitalisme, sa brutale accélération, appelle des réponses en opposition aux démagogues réclamant la fermeture des frontières, un programme internationaliste pour le contrôle des producteurs, des travailleurs sur la marche de l'ensemble de la société.

Laurent Delage

Le repli national est un piège ! Face au chaos de la mondialisation financière, la coopération des travailleurs vers une mondialisation socialiste

Illustration de la folie d'un monde soumis à la loi des marchés, on a pu voir le 21 avril, à la bourse du pétrole de New-York, le prix du baril devenir négatif, des spéculateurs payant pour se débarrasser d'un produit qui déborde de leurs cuves !

Les mesures de confinement pour tenter de juguler l'expansion de la pandémie de Covid-19 dans un monde soumis aux intérêts privés des capitalistes ont eu pour conséquence un ralentissement brutal de l'économie qui s'est répercuté sur la consommation de pétrole, au point qu'elle aurait chuté de 30 % en avril et devrait le faire de 25 % en mai. La surproduction latente s'est aggravée.

Le simple bon sens voudrait que l'on réduise la production pour l'ajuster à la consommation. Mais les lois du capitalisme en décident autrement. Après avoir augmenté leur production sous le fouet de la concurrence, les pays producteurs, poussés par les acheteurs, ont fini par vaincre l'opposition de la Russie et de l'Arabie Saoudite et par s'entendre le 16 avril, sur une baisse de 10 % de la production mondiale. Baisse bien insuffisante ! Au cours des transactions chacun a tout fait, alors que la concurrence est exacerbée par l'effondrement de la demande, pour

tenter d'augmenter sa part du gâteau au détriment des autres. Au risque d'entraîner l'économie mondiale, à travers les méandres obscurs des marchés financiers, dans la dépression et la faillite.

Cet épisode absurde et fou illustre la situation décrite par Martine Orange sur Médiapart [1] « *La crise de l'économie provoquée par le Covid-19 est beaucoup plus sérieuse et sans doute beaucoup plus longue que prévu et elle est en train de créer des dérèglements qui n'avaient jamais été imaginés. Voir le prix du brut tomber en négatif est une alerte très forte, historique, traduisant une économie mondiale effondrée et qui aura du mal à redémarrer comme avant* ». Oui, le capitalisme mondialisé aveuglé par les spéculations et l'avidité financière, tétanisé, court vers sa propre faillite.

La pandémie révèle l'aberration de l'organisation capitaliste de la production

Le recul de la production, déjà patent avant la pandémie, a été brusquement accentué par celle-ci en particulier dans les transports internationaux, maritimes, routiers et aériens. Ce dernier est particulièrement touché. L'aé-

report de Francfort, une des plaques tournantes européennes du trafic international, est quasiment à l'arrêt, les pistes servent de parking aux avions cloués au sol, 20 000 travailleurs sont au chômage partiel. Beaucoup de compagnies auront bien du mal à survivre à cette période d'arrêt de toute activité, d'autant qu'une reprise « normale » n'est pas attendue, par les plus optimistes, avant 2021. Et on voit des États qui avaient « ouvert le capital » de leur compagnie nationale envisager aujourd'hui de les nationaliser. Le Maire, tout en expliquant que leur nationalisation n'était pas à l'ordre du jour, a annoncé un prêt de 7 milliards à Air France et qu'un prêt de 5 milliards était à l'étude pour Renault.

L'arrêt du trafic aérien, le fait que sa reprise ne peut se produire qu'à un niveau d'activité bien inférieur à ce qu'il était il y a encore quelques mois pèse sur les perspectives de la construction aéronautique. Cela n'empêche pas la direction d'Airbus de pousser à la reprise du travail. Des commandes à honorer dit-elle, mais surtout la volonté de se préparer à la reprise, à affronter une concurrence exacerbée par la probable réduction des marchés. Raisonnablement qui motive d'autres secteurs à pousser à la reprise, comme celui de l'automobile.

Dans le secteur hospitalier, mobilisé face à la crise épidémiologique, les difficultés à s'approvisionner en matériel médical de protection et de traitement comme en médicaments sont venus s'ajouter aux conséquences de dizaines d'années de reculs subis par le service public de santé et à l'incurie du gouvernement. On découvre brutalement que les usines capables de fabriquer massivement des masques, de façon industrielle, se trouvent en Chine ou en Turquie, que la production des molécules de base utilisées par les multinationales pharmaceutiques est concentrée pour une part importante en Chine - 60% de la production mondiale de paracétamol, 90% de celle de la pénicilline, 50% de celle de l'ibuprofène-, en particulier dans la province de Wuhan, dont la mise en quarantaine a bloqué la production et les circuits de circulation au moment même où la demande mondiale explosait.

La mondialisation capitaliste et l'expansion des multinationales a éclaté les chaînes de production - « chaînes de valeur » -, qui vont de l'obtention des matières premières à la réalisation des produits finis en passant par la fabrication de leurs divers composants en une multitude d'entreprises aux statuts divers, filiales, sous-traitants, etc. La recherche de la main d'œuvre la moins chère possible, associée à la baisse des coûts de transport, à l'ouverture des frontières à la circulation des capitaux et des marchandises ainsi qu'au développement de l'informatique et des réseaux a éparpillé ces maillons sur la planète, au gré des opportunités. La Chine, parce qu'elle représentait les meilleures de ces opportunités, est devenue l'usine du monde. Selon *La Tribune* « Il y a 10 ans la Chine était [...] à la périphérie des principales chaînes de valeur mondiales. Aujourd'hui, elle est au centre du jeu ».

Cette course au coût minimum a développé la pratique du « flux tendu », réduisant les stocks au minimum... et préparant ainsi la pénurie et le blocage de toute la chaîne

lorsque qu'un des maillons se rompt. « *Il suffit qu'un élément fasse défaut pour que tout s'arrête* » constate un dirigeant d'Airbus... L'ensemble de l'économie mondiale subit les conséquences de la fragilité des chaînes de production des multinationales qui se sont avérées incapables de faire face à la brutalité du choc dû à la pandémie auquel elles ne s'étaient pas préparées.

Le développement précédent est loin d'être exhaustif, mais il suffit à montrer que la récession actuelle, la forme qu'elle prend, les enchaînements en cascade qu'elle connaît ne résultent en aucune façon de quelconques lois économiques immanentes, contre lesquelles on ne pourrait rien, sinon tenter de se protéger de leurs effets.

La cause en est dans l'organisation capitaliste de la production, la façon selon laquelle, au stade du capitalisme mondialisé, le capitalisme des multinationales, « *la société humaine produit et échange ses moyens de subsistance* », pour utiliser une formule d'Engels.

Les réseaux de production et d'échange qui se sont étendus comme des tentacules au cours des dernières décennies l'ont fait pour répondre à une seule exigence, celle de la rentabilité immédiate, dans le cadre de la concurrence entre multinationales. La fragilité qui se révèle aujourd'hui dans ces chaînes de valeur, les rendant incapables de remplir leur fonction productive, n'est qu'une conséquence des conditions anarchiques dans lesquelles elles se sont constituées. L'interpénétration des secteurs économiques est tel que tout ralentissement de l'un d'entre eux se répercute sur les autres.

Confrontés à une récession qui survient plus vite et plus brutalement qu'annoncée, grands patrons, chefs d'États, économistes se penchent sur les mesures qui pourraient éviter qu'elle n'entraîne l'effondrement du système, essentiellement le recours à un crédit sans limite. Et ils prétendent pouvoir à l'avenir échapper à leur propre chaos de la course au profit et de la concurrence mondialisée comme s'ils pouvaient ou même voulaient faire revenir en arrière la roue de l'histoire ! Ils nous parlent de « *relocalisations* », de « *retrouver l'indépendance nationale dans certaines productions stratégiques* », mais c'est pour tenter de dévoyer la colère des plus pauvres, des travailleurs et de la petite bourgeoisie derrière les illusions du repli national tout en se préparant à une concurrence mondiale encore plus acharnée dans les mois et années à venir.

Derrière l'hypocrisie de Macron et Le Maire, la guerre de classe

Il semble évident que la meilleure façon de lutter contre un virus qui a largement démontré qu'il ne connaissait pas de frontières devrait passer par la coopération internationale des instituts de recherche et la mise en commun des moyens de production pour répondre au plus vite aux besoins de l'ensemble de la population mondiale, de façon à éradiquer le plus rapidement possible toutes les sources de contamination.

Mais c'est le repli national qui a été choisi par les États. Macron et ses ministres nous expliquent qu'ils auraient

compris leurs erreurs du passé, qu'ils sont décidés à y remédier, à répondre aux « *attentes des Français* »... Attentes que *Les Echos* résumaient ainsi « *Coronavirus : les Français font des relocalisations la priorité de l'après-crise* », s'appuyant sur un sondage selon lequel ce sentiment serait partagé par « *plus de 9 personnes interrogées sur 10* ».

Quelle que soit la validité de ces chiffres de commande, il est vrai que la désintégration brutale des chaînes de production sous le choc de la pandémie désigne clairement la mondialisation capitaliste comme coupable et responsable. Mais croire que la solution pour mettre fin à ces aberrations serait dans des « relocalisations » et une prétendue « démondialisation » est une illusion et un piège. Un piège que Macron et son gouvernement nous tendent pour mener à bien leur politique au service du CAC40 et du Medef et... ne pas céder le terrain à Le Pen.

Les États ont montré depuis longtemps qu'ils n'ont pas le moindre contrôle sur les décisions que prennent les multinationales. Quant à ces dernières, elles ne voient pas plus loin que leurs intérêts immédiats sans imaginer trente secondes se replier dans des frontières nationales.

Par contre, elles entendent utiliser les États pour qu'ils les aident à passer la crise et à se préparer à l'exacerbation de la concurrence internationale qu'elles devront affronter à la reprise sur les marchés internationaux, reprise très improbable. Macron s'exécute en arrosant le grand patronat de milliards tout en essayant de nous faire croire que c'est pour « *reconstruire une industrie nationale* ».

Le 10 avril, *Europe 1* résumait ainsi le contenu d'une intervention de Le Maire : « *Travail, investissement, exemplarité : le gouvernement demande des efforts aux Français* ». Tout est dans la répartition des tâches : plus de travail... pour les travailleurs, y compris au risque de leur santé ; aux patrons d'investir, mais le gouvernement leur versera tous les milliards nécessaires pour les « aider »... à sauver leurs profits et à se positionner pour la reprise qu'ils espèrent ; quant à l'exemplarité, c'est dans la « *solidarité nationale* » qu'elle doit se manifester. Le Maire nous demande de rester l'arme au pied alors que Medef et gouvernement profitent de la situation pour accentuer leur guerre de classe.

Leurs réponses à leur crise, la concurrence mondialisée

Milliards aux patrons au prix d'un endettement public sans précédent, « efforts » demandés aux travailleurs : on est dans la continuité, en pire, de la politique qui a été pratiquée pendant les dix années qui ont suivi la crise de 2007-2009 et qui, si elle a garanti des dividendes hors norme à une poignée de parasites au prix d'une aggravation considérable des inégalités sociales, a surtout préparé la situation dans laquelle le capitalisme mondialisé est aujourd'hui embourbé.

Personne ne peut prévoir comment cette « *mécanique infernale* », selon une formule de Michel Husson, va poursuivre ses ravages, ni à quelles échéances. Ce qui est pré-

visible et inévitable, c'est que cette récession mondiale ne peut que s'aggraver, même si un léger rebond peut se produire comme l'espèrent États, patrons et économistes, lorsque l'épidémie aura été maîtrisée. Avec pour conséquence une nouvelle exacerbation de la concurrence internationale. Trump prépare de nouvelles offensives commerciales contre la Chine, n'hésitant pas à reprendre la rumeur attribuant à un laboratoire biologique chinois situé à Wuhan la responsabilité d'avoir créé le virus et de l'avoir laissé s'enfuir... Mais sa politique se heurte à l'interpénétration des réseaux économiques internationaux, et se retourne contre certaines entreprises « nationales » dont il prétend défendre les intérêts. Pas plus les stratégies commerciales hasardeuses de Trump et consorts que les milliards dont les États et les banques centrales inondent les marchés ne peuvent sortir le capitalisme mondialisé de la nasse dans laquelle il se trouve enfermé par sa propre logique.

Avec la crise de 2007-2009, l'économie mondiale était entrée dans une situation de surproduction chronique, qui s'est traduite au fil des années par un ralentissement de la productivité du travail comme du commerce international. Confronté à la crise du Covid, ce ralentissement s'est transformé en effondrement brutal, en récession profonde, dont les conséquences sociales, aggravation du chômage, de la précarité, de la pauvreté vont à leur tour entretenir la spirale récessive. Ce mouvement récessif de l'économie, cette situation de surproduction dont elle est incapable de sortir s'accompagne d'une suraccumulation du capital. Il y a toujours plus de capitaux qui, faute de trouver des terrains d'investissements dans un secteur productif saturé, s'engouffrent dans la spéculation sur les marchés financiers ou l'industrie de la dette. L'écart entre surproduction et suraccumulation du capital se creuse, accumulant les ingrédients d'un krach financier inévitable.

Le capitalisme, ses États, ses banques centrales, ne peuvent perpétuer leur domination qu'à ce prix. Ils n'ont aucun moyen de stopper la fuite en avant par laquelle ils entraînent l'humanité vers les catastrophes écologiques, économiques et sociales.

Sortir de la faillite dans laquelle nous enferme le capitalisme, c'est en finir avec le capitalisme.

La fausse réponse souverainiste de l'antilibéralisme

Nous ne pensons pas, comme l'écrit la tribune « *Plus jamais ça ! Préparons le jour d'après* » signée par divers responsables d'organisations syndicales et associatives, qu'« *En mettant le pilotage de nos sociétés dans les mains des forces économiques, le néolibéralisme a réduit à peau de chagrin la capacité de nos États à répondre à des crises comme celle du Covid* ».

Le néolibéralisme n'a pas mis le « *pilotage de nos sociétés* » entre les mains des « *forces économiques* », un euphémisme qui désigne les sommets financiers et industriels de la classe bourgeoise. C'était déjà le cas pendant

les Trente glorieuses, au cours desquelles les « *forces économiques* » pilotaient la société dans l'ombre des Etats-providence ou... des gouvernements de gauche. Et c'est bien parce qu'elles ont poursuivi leurs affaires, accumulant les contradictions, que les Trente glorieuse se sont cassé le nez sur la crise des années 1970. Crise face à laquelle les États se sont avérés tout aussi impuissants qu'ils le sont aujourd'hui. Crise à laquelle les États britannique de Thatcher et US de Reagan ont répondu de concert avec les « *forces économiques* », ou plutôt au service de leurs intérêts, en se lançant dans la mondialisation libérale... suivis très vite par l'État français servi par Mitterrand et un gouvernement PS-PC, sans oublier le Japon, l'Allemagne, etc.

Écrire que « *la relocalisation des activités, dans l'industrie, dans l'agriculture et les services peut permettre d'instaurer une meilleure autonomie face aux marchés internationaux, de reprendre le contrôle sur les modes de production et d'enclencher une transition écologique et sociale des activités* » relève du même raisonnement trompeur : faire comme si la société n'était pas divisée en classes sociales aux intérêts inconciliables, et que ne régnaient pas sur elle les lois du profit et des marchés, de la propriété privée, sous la férule d'un Etat de classe. Comme s'il suffisait, pour que tout change, pour qu'on retrouve une organisation sociale semblable à des « *temps heureux* » mythiques, de voter pour un « bon gouvernement », nanti d'un « bon programme » !

La vraie question est de savoir qui décide, des 99 % qui produisent toutes les richesses, ou des 1 % qui les accaparent. Il y a urgence effectivement à prendre « *le contrôle des modes de production et à enclencher une transition écologique et sociale* ». Mais cela ne peut passer par les urnes, ni se produire dans le cadre des frontières nationales.

Un programme internationaliste pour les révoltes et les révolutions qui s'annoncent...

La vague de contestation mondialisée qui a déferlé au cours des mois précédant le déclenchement de la pandémie dans une multitude de pays, ici avec le mouvement des gilets jaunes, des urgentistes, puis celui contre la réforme des retraites ne s'est pas épuisée. La colère, la révolte, la détermination à imposer des changements sociaux ne peuvent au contraire que se renforcer alors que le capitalisme n'en finit pas d'étaler ses tares, les dirigeants politiques leur cynisme et leur impuissance. Pour des millions de jeunes, de travailleurs, le besoin de comprendre, de discuter de perspectives pour en finir avec ce monde en faillite s'exprime plus que jamais. Une ère de révoltes et de révolutions s'est ouverte. Elle a besoin de se donner un programme, fixant des objectifs à ses luttes, visant à répondre aux urgences sociales, économiques, écologiques et démocratiques, dans la perspective d'un changement révolutionnaire de l'organisation économique et sociale du monde.

La première des urgences est bien évidemment de répondre aux besoins sanitaires. Cela implique de répondre à l'urgence sociale, alors que les classes populaires vont subir de plein fouet, bien plus encore dans les pays pauvres, les conséquences d'une récession qui ne s'arrêtera pas avec l'épidémie.

Alors que les gouvernements vont redoubler leurs offensives pour tenter de nous faire payer leurs dettes, nous devons exiger l'annulation de toutes les dettes publiques, à commencer par celle des pays pauvres. Et il faut en finir avec la distribution à fonds perdus de milliards aux marchés financiers par les États et les banques centrales. L'argent doit aller directement au financement des productions indispensables, comme à fournir leurs moyens de subsistance aux millions d'individus privés de tout revenu. Les petites entreprises et les travailleurs indépendants, artisans, commerçants, paysans, doivent pouvoir bénéficier de crédits gratuits.

Une telle orientation de l'utilisation des capitaux suppose que l'on en retire le contrôle aux institutions financières privées, banques, compagnies d'assurance, en les expropriant, pour constituer des monopoles financiers socialisés, placés sous le contrôle démocratique des populations.

C'est une condition pour ne pas faire les frais de la politique des multinationales en engageant une politique de coopération au niveau européen. C'est une condition aussi pour réorganiser la production mondiale de biens et de services en rompant radicalement avec quarante années de mondialisation anarchique.

Cela suppose l'expropriation des principales multinationales et la prise de contrôle de leur fonctionnement par leurs travailleurs. Il sera alors possible de réorganiser les chaînes de production pour les rendre réellement à même de satisfaire les besoins de tous, tout en réduisant au minimum les déplacements absurdes de composants divers et leurs impacts sur l'environnement. Orienter les productions vers la satisfaction des besoins sans se préoccuper des profits rend possible et nécessaire la recherche de coopération entre multinationales auparavant concurrentes, source considérable de gaspillage de temps de travail. Le squelette constitué par ces réseaux internationaux de production et d'échange, réorganisés, expurgés de leurs branches inutiles, structurera la coopération internationale des travailleurs et des peuples. Il sera le support d'une planification démocratique de la production, à l'échelle mondiale, seule façon de répondre globalement à des questions qui se posent de façon globale, la nécessaire solidarité des peuples, comme la sauvegarde d'équilibres écologiques qui n'ont pas de frontières.

Daniel Minvielle

[1] Le pétrole en signe avant-coureur de la déflation qui menace – Médiapart du 21-04 – https://www.mediapart.fr/journal/international/210420/le-petrole-en-sign-avant-coureur-de-la-deflation-qui-menace?page_article=1